



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRESENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMPTE RENDU INTEGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

woensdag

mercredi

08-07-2009

08-07-2009

Namiddag

Après-midi

cdH	centre démocrate Humaniste
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
Ecolo-Groen!	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen!
FN	Front National
LDD	Lijst Dedecker
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Open Vld	Open Vlaamse Liberalen en Democraten
PS	Parti Socialiste
sp.a	socialistische partij anders
VB	Vlaams Belang

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :		Abréviations dans la numérotation des publications :	
DOC 52 0000/000	Parlementair stuk van de 52e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer	DOC 52 0000/000	Document parlementaire de la 52e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden	QRVA	Questions et Réponses écrites
CRIV	voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)	CRIV	version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)
CRABV	Beknopt Verslag (blauwe kaft)	CRABV	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)
CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)	CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)
PLEN	plenum	PLEN	séance plénière
COM	commissievergadering	COM	réunion de commission
MOT	alle moties tot besluit van interpellaties (op beigegekleurd papier)	MOT	motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers	Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Bestellingen :	Commandes :
Natieplein 2	Place de la Nation 2
1008 Brussel	1008 Bruxelles
Tel. : 02/ 549 81 60	Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be	www.laChambre.be
e-mail : publicaties@deKamer.be	e-mail : publications@laChambre.be

INHOUD

Vraag van de heer Olivier Maingain aan de vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de oprichting, bij de RSZPPO, van een collectieve sociale dienst van de lokale besturen in het Vlaams Gewest" (nr. 13316)

Sprekers: **Olivier Maingain, Laurette Onkelinx**, vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid

Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de niet-naleving van de taalwetgeving door de RSZ" (nr. 13826)

Sprekers: **Sonja Becq, Laurette Onkelinx**, vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid

Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de kinderbijslag voor ouders in geval van gelijkmatig verdeelde huisvesting" (nr. 13717)

Sprekers: **Sabien Lahaye-Battheu, Laurette Onkelinx**, vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid

SOMMAIRE

Question de M. Olivier Maingain à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la création d'un service social collectif des administrations locales en Région flamande au sein de l'ONSSAPL" (n° 13316)

Orateurs: **Olivier Maingain, Laurette Onkelinx**, vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique

Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le non-respect de la législation linguistique par l'ONSS" (n° 13826)

Orateurs: **Sonja Becq, Laurette Onkelinx**, vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique

Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les allocations familiales pour les parents dans le cadre d'un hébergement égalitaire" (n° 13717)

Orateurs: **Sabien Lahaye-Battheu, Laurette Onkelinx**, vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKENCOMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALES

van

du

WOENSDAG 8 JULI 2009

MERCREDI 8 JUILLET 2009

Namiddag

Après-midi

Le développement des questions et interpellations commence à 15.03 heures. La réunion est présidée par M. Yvan Mayeur.

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 15.03 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Yvan Mayeur.

01 Question de M. Olivier Maingain à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la création d'un service social collectif des administrations locales en Région flamande au sein de l'ONSSAPL" (n° 13316)

01 Vraag van de heer Olivier Maingain aan de vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de oprichting, bij de RSZPPO, van een collectieve sociale dienst van de lokale besturen in het Vlaams Gewest" (nr. 13316)

01.01 Olivier Maingain (MR): Monsieur le président, madame la ministre, je me suis permis d'introduire la question sous forme orale, vu le délai d'attente important pour les questions écrites.

C'est avec une certaine surprise que des mandataires de la périphérie bruxelloise ont pris connaissance d'un courrier, que d'ailleurs je possède et qui leur a été adressé, le 19 février 2009, par l'ASBL intitulée "Gemeenschappelijke Sociale Dienst Personeel Lokale Besturen in Vlaanderen". Que propose ce courrier à ses destinataires, en leur qualité de bourgmestre ou d'échevin des communes situées en Région flamande?

Il leur était proposé de constituer une ASBL qui reprendrait, pour les communes situées en Région flamande, les missions du service social collectif de l'Office national de sécurité sociale des administrations des pouvoirs locaux. Cette démarche résulte d'une initiative de l'Union des Villes et Communes flamandes. Assez étonnamment, elle a été avalisée par les organisations syndicales.

Cette nouvelle ASBL invite les communes à s'affilier chez elle. Je ne dis pas qu'il s'agit d'une défédéralisation totale de la sécurité sociale - loin de là -, mais le but est de détacher les pouvoirs locaux de l'ONSSAPL, organisme fédéral.

La démarche se justifierait au motif que la compétence relative au statut du personnel des administrations locales serait régionale, tandis que l'aide aux personnes serait communautaire. En réalité, elle participe de cette stratégie que nous avons vu émerger, en d'autres domaines de la sécurité sociale, de la part des autorités communautaires et régionales flamandes: il s'agit pour elles de tenter, d'une manière ou d'une autre, de démanteler le caractère fédéral des compétences en matière de sécurité sociale.

01.01 Olivier Maingain (MR): Mandatarissen uit de Brusselse rand namen met grote verbazing kennis van de inhoud van een brief die de vzw Gemeenschappelijke Sociale Dienst Personeel Lokale Besturen in Vlaanderen hun op 19 februari 2009 toezond.

Er wordt de bestemmingen, in hun hoedanigheid van burgemeester of schepenen van gemeenten in het Vlaams Gewest, voorgesteld een vzw op te richten die de taken van de gemeenschappelijke sociale dienst van de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de plaatselijke en provinciale overheidsdiensten zou overnemen. Het is de bedoeling de lokale besturen los te weken van de federale dienst RSZPPO.

Dit initiatief kadert in werkelijkheid in de strategie van de Vlaamse Gemeenschaps- en Gewestautoriteiten die erop gericht is het federale karakter van de bevoegdheden op het stuk van sociale zekerheid te ontmantelen.

Bent u op de hoogte van dit

Madame la ministre, êtes-vous informée de cette initiative? Comment l'appréciez-vous? Plus fondamentalement, estimez-vous que les communes, même situées en Région flamande, pourraient rester affiliées à l'ONSSAPL et à ses services collectifs, de sorte qu'elles ne se soumettraient pas à ce nouveau régime? Certes, il est affirmé que la continuité du service serait assurée, mais cela vaut un temps. Je me rappelle les promesses de l'assurance-autonomie flamande. Monts et merveilles avaient été promis, puis le régime des cotisations et la nature des prestations ont changé, tandis que les charges pour les personnes tenues de s'y affilier se sont alourdies.

Pour le dire clairement, des mandataires de communes périphériques voudraient échapper à cette affiliation et rester dans le système fédéral.

01.02 **Laurette Onkelinx**, ministre: Monsieur Maingain, comme vous, je suis au courant du fait que l'ASBL dont l'acte constitutif a été publié au Moniteur belge du 17 avril dernier s'est adressée par courrier aux administrations locales de la Région flamande. Comme vous, je ne peux qu'en prendre acte.

L'affiliation au service social collectif relève de la libre décision de chaque administration locale. Lors de la création du service social collectif en 1973, l'exécution a été confiée à la Caisse spéciale pour allocations familiales qui s'est transformée par la suite en ONSSAPL. À la date du 1^{er} janvier 2009, environ 1.000 administrations sur les 1.734, étaient affiliées au SSC et, moyennant le respect des conditions, peuvent se désaffilier librement. C'est la raison pour laquelle le fonctionnement du SSC ne peut être considéré en aucune manière comme partie intégrante de la sécurité sociale.

Pour des raisons d'ordre pratique et à titre de service, cette mission a été confiée, en 1973, à une institution fédérale de sécurité sociale mais ne fait pas partie de son périmètre.

Outre le service social collectif, d'autres tâches sont actuellement effectuées par l'ONSSAPL pour le compte du SPF Intérieur et des différentes Régions (transfert de moyens pour les contrats de sécurité, paiement des primes relatives aux contractuels subventionnés, ...) dans le cadre du service aux administrations locales afin de limiter le plus possible la période de préfinancement.

Je répète que les missions ainsi exécutées par une institution de sécurité sociale ne font pas partie du champ de la sécurité sociale.

Je vous dirais enfin que les communes s'affilient librement et elles peuvent évidemment continuer à adhérer à l'actuel SSC ONSSAPL.

01.03 **Olivier Maingain** (MR): Je vous remercie d'apporter cette précision que je ne manquerai pas de rapporter aux mandataires concernés. Ce qu'on peut redouter, c'est que la désaffiliation – j'ignore le nombre de communes de la Région flamande qui basculeront dans le nouveau régime – pourrait amener l'ONSSAPL à revoir les conditions de cotisation. C'est un problème de masse critique. Je ne sais pas si on a procédé à une estimation de ce point de vue. Nous pourrions éventuellement en reparler.

initiatief? Wat is uw mening daaromtrent? Meent u dat de gemeenten, ook deze in het Vlaams gewest, bij de RSZPPO en zijn gemeenschappelijke diensten aangesloten kunnen blijven en dus niet in deze nieuwe regeling hoeven in te stappen?

Mandatarissen uit de Rand geven er de voorkeur aan zich niet bij die vzw aan te sluiten en deel te blijven uitmaken van de federale regeling.

01.02 **Minister Laurette Onkelinx**: Net als u ben ik ervan op de hoogte en kan ik er enkel akte van nemen. Het staat alle lokale besturen vrij zich aan te sluiten bij de Gemeenschappelijke Sociale Dienst (GSD). Uit praktische overwegingen werd die opdracht in 1973 toevertrouwd aan een federale socialezekerheidsinstelling, maar die opdracht valt buiten haar domein.

De Gemeenschappelijke Sociale Dienst maakt één van de opdrachten uit, maar daarnaast voert de RSZPPO andere taken uit voor rekening van de FOD Binnenlandse Zaken en de Gewesten in het kader van de dienstverlening aan de lokale besturen teneinde de voorfinancieringsperiode zo veel mogelijk in te perken.

De gemeenten beslissen zelf of ze zich aansluiten en ze kunnen natuurlijk aangesloten blijven bij de huidige GSD RSZPPO.

01.03 **Olivier Maingain** (MR): Het valt te vrezen dat de uittreding de RSZPPO ertoe zal brengen de bijdragevoorwaarden te herzien. Het is een probleem van kritische massa. We kunnen het er eventueel opnieuw over hebben.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de niet-naleving van de taalwetgeving door de RSZ" (nr. 13826)

02 Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le non-respect de la législation linguistique par l'ONSS" (n° 13826)

02.01 Sonja Becq (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, ik vul zelf geen RSZ-aangiften in maar deze vraag werd mij vanop het terrein gesteld. Iemand die RSZ-aangiften doet voor een vzw signaleert mij dat er problemen rijzen bij het contact tussen de administratie en de inwoners bij het vervullen van administratieve formaliteiten. Het gaat om iemand uit de Vlaamse Rand, die mij signaleert dat sinds de informatisering van de RSZ-aangiften de verstrekte instructies tweetalig en vaak uitsluitend Franstalig zijn.

Als voorbeeld gaf hij mij de kwartaalaanpassingen betreffende het tweede kwartaal voor 2009, waarvan alleen de titel in het Nederlands was vertaald en de rest in het Frans was opgesteld. Ik heb dit document bij. Een inwoner van de Vlaamse Rand en elke inwoner van het Nederlandse taalgebied mag toch verwachten dat hij ook bij een elektronische aangifte wordt geholpen en instructies krijgt in het Nederlands. Ik meen dat ook de taalwetgeving dat vereist.

Hij zegt dat hij daarover al schriftelijk vragen heeft gesteld aan de RSZ, maar nooit een antwoord heeft gekregen.

Mevrouw de minister, weet u of dergelijke praktijken effectief bestaan? Is dit probleem beperkt tot een enkele regio of speelt het op een ruimere schaal? Gaat het alleen om de RSZ-aangiften of gaat het ruimer? Gaat u ermee akkoord dat deze instructies deel uitmaken van administratieve handelingen en dus onder de taalwetgeving vallen waardoor de inwoners van de Vlaamse Rand ze in het Nederlands zouden moeten krijgen?

Ik weet niet waar het probleem zich situeert. Misschien weet u het. Op welke manier kan dit opgelost worden? Dat verneem ik zeker graag van u. Op welke manier kunnen daarvoor maatregelen getroffen worden?

02.02 Minister Laurette Onkelinx: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Becq, ik kan u meedelen dat er een duidelijk onderscheid gemaakt dient te worden tussen enerzijds de officiële instructies, kennisgevingen en richtlijnen die de RSZ kenbaar maakt aan de werkgevers en erkende sociale secretariaten en anderzijds de officieuze en voorlopige versies van instructies, de werkdocumenten enzovoort, die eerder van technische aard zijn en die soms ook beschikbaar worden gesteld.

De eerstgenoemde documenten zijn de enige officiële documenten. De sociale zekerheid houdt zich hierbij aan de regels zoals voorgeschreven in de taalwetgeving, en dit uiteraard in alle regio's.

De tweede reeks documenten betreft een circuit van niet-officiële stukken, in hoofdzaak van technische aard. Deze zijn soms in het Frans, soms in het Nederlands en soms ook in beide talen door elkaar opgesteld. Het gaat hier meestal om technische

02.01 Sonja Becq (CD&V): Un habitant de la périphérie flamande me fait savoir que depuis l'informatisation de la déclaration ONSS, les instructions sont souvent données uniquement en français. Or, tout habitant de la région de langue néerlandaise peut tout de même prétendre à être aidé en néerlandais. Je crois que la législation sur l'emploi des langues l'exige aussi. L'ONSS n'a pas réagi à des demandes écrites à ce sujet.

La ministre est-elle au courant de la situation? Le problème se limite-t-il à une région déterminée ou s'agit-il exclusivement des déclarations ONSS? La ministre convient-elle que ces instructions font partie des actes administratifs et relèvent à ce titre de la législation sur l'emploi des langues? Comment le problème peut-il être résolu?

02.02 Laurette Onkelinx, ministre: Il y a une distinction à faire entre les instructions officielles, les publications et les directives, d'une part, et les versions officieuses, provisoires d'instructions et de documents de travail, d'autre part. En ce qui concerne les documents officiels, l'ONSS s'en tient dans toutes les régions aux règles de la législation sur l'emploi des langues.

Les documents non officiels sont généralement des documents de travail techniques rédigés dans la langue du fonctionnaire qui les

werkdOCUMENTEN opgesteld in de taal van de ambtenaren die eraan werken. Deze stukken worden in hun werkvorm bekendgemaakt om de werkgevers en vooral erkende sociale secretariaten en dienstverleners de mogelijkheid te bieden zo snel mogelijk hun eigen systemen aan te passen aan de te verwachten wijzigingen.

Er is echter helemaal geen verplichting om deze werkdOCUMENTEN toe te passen, zelfs niet om ze consulteren. Bovendien is deze informatie alleen publiek consulTEERBAAR voor ingewijden via het internet, maar niet via de navigatiestructuur van de portaalsite van de sociale zekerheid.

Enkel met kennis van de juiste url of via een zoekrobot, als u weet dat het om doc library gaat, is deze informatie terug te vinden.

Het is mij ook niet onmiddellijk duidelijk over welk document uw vraag handelt. De instructies aan de werkgevers betreffende het tweede kwartaal 2009 werden namelijk zowel in het Frans als in het Nederlands ter beschikking gesteld.

02.03 Sonja Becq (CD&V): Mevrouw de minister, ik heb hier een recapitulatief van de trimesteriële wijzigingen, bijgewerkt op 27 april: algemene aanpassingen, fonds social des sports, contexte, impact, prescriptions, enzovoort. U heeft gelijk als u zegt dat het in de twee talen is opgesteld. Het laatste titeltje luidt "Contrôle de la CP" en "Controlevermindering". De titels zijn in twee talen opgesteld, maar de tekst zelf is in het Frans.

U zegt dat er een aantal officiële documenten zijn en een aantal werkdOCUMENTEN om het gemakkelijker te maken. De taal speelt daar eigenlijk geen rol omdat het de werktal betreft van de ambtenaar. Ik vind dit een heel moeilijk systeem omdat men op die manier een aantal dingen kan omzeilen, qua dienstverlening en qua taal van die dienstverlening als een paar grote, officiële documenten in de twee talen worden opgesteld en de andere niet. Omwille van de onduidelijkheid voor de betrokkenen werd de vraag gesteld of het normaal is dat dit in het Frans is opgesteld. Ik weet niet of het omgekeerde ook vaak het geval is, namelijk enkel in het Nederlands zodat de betrokkenen de officiële documenten in het Nederlands moeten raadplegen.

02.04 Laurette Onkelinx, ministre: Franchement, c'est pour être pragmatique: un fonctionnaire dans sa langue fait quelque chose de technique, il l'envoie, on gagne du temps. Il y a une demande sur le terrain (...). Diminuer le nombre de documents (...)

02.05 Sonja Becq (CD&V): Ik begrijp dus wel dat die werktekst wordt gevolgd door een officiële tekst die de betrokkenen ook kunnen gebruiken, maar dan later? Elke voorlopige tekst wordt gevolgd door een definitieve tekst, die dan de twee talen bevat op grond waarvan men kan werken, maar dan iets later?

établi. Ils sont diffusés sous leur forme provisoire pour permettre aux employeurs, aux secrétariats sociaux et aux aidants de s'adapter aux changements qui s'annoncent. Il n'est pas obligatoire d'appliquer ces documents de travail ni de les consulter. L'information n'est pas accessible au public par le biais du site portail de la sécurité sociale et ne peut être consultée que par des initiés.

Je ne vois pas clairement sur quels documents porte la question de Mme Becq. Les instructions aux employeurs sur le second trimestre de 2009 ont été fournies tant en français qu'en néerlandais.

02.03 Sonja Becq (CD&V): J'ai ici une synthèse des modifications trimestrielles, mise à jour au 27 avril. Les titres sont donnés dans les deux langues, mais le texte est uniquement en français.

Permettre que des documents de travail soient mis à disposition dans la langue du fonctionnaire peut être une manière de contourner la législation linguistique. Le problème qui m'a été signalé concernait un texte établi uniquement en français. Je me demande s'il arrive souvent que des francophones soient contraints de consulter un texte libellé en néerlandais.

02.04 Minister Laurette Onkelinx: Het gaat om een pragmatische oplossing. Wanneer een ambtenaar in zijn eigen taal werkt aan een technisch probleem kan er tijd worden bespaard. Er wordt een antwoord geboden op een vraag vanuit het werkveld en het aantal documenten wordt beperkt.

02.05 Sonja Becq (CD&V): Est-ce que chaque texte provisoire est suivi ultérieurement d'un texte définitif dans les deux langues?

Je vais vérifier et je tiendrai la ministre au courant.

02.06 Laurette Onkelinx, ministre: (...) des données d'explication avant de recevoir le document officiel. Dans le document officiel (...) n'existe pas en tant que tel mais (...)

02.07 Sonja Becq (CD&V): Mevrouw de minister, ik zal dat verder navragen en ik houd u op de hoogte.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

03 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de kinderbijslag voor ouders in geval van gelijkmatig verdeelde huisvesting" (nr. 13717)

03 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les allocations familiales pour les parents dans le cadre d'un hébergement égalitaire" (n° 13717)

03.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Mevrouw de minister, verontschuldigd mij voor het wachten maar ik moest de commissie voor de Justitie even voorzitten.

Ik heb een vraag over de uitbetaling van kinderbijslag voor kinderen waarvan de ouders niet meer samenwonen. In juni 2008 heb ik u er ook al eens een vraag over gesteld. Het gaat om het specifieke geval van co-ouderschap met gelijk verdeeld verblijf, evenveel bij de mama als bij de papa. Er zijn dan drie mogelijkheden. Ten eerste kan de kinderbijslag verder aan de moeder worden betaald door het kinderbijslagfonds van de vader. De situatie blijft dan alsof er geen scheiding geweest is. Ten tweede, als het kind officieel bij de vader inwoont, kan de kinderbijslag aan hem betaald worden, mits hij dit schriftelijk aanvraagt. Ten derde kunnen de ouders de kinderbijslag ook laten storten op een zogenaamde kinder rekening, een rekening op naam van het kind waarop zij beiden volmacht hebben. De kinder rekening is iets wat wij hier nu in de Kamer hebben goedgekeurd in het wetsontwerp rond onderhoudsbijdragen en kinder rekeningen. Zo kreeg dit een wettelijke grondslag. Er zijn dus drie verschillende mogelijkheden.

Het is wel zo dat in het laatste geval de ouders akkoord moeten gaan om de kinderbijslag op de kinder rekening te laten storten. Jammer genoeg zijn akkoorden echter niet altijd mogelijk en worden er vaak ook procedures gevoerd voor de rechter in verband met die kinderbijslag. U hebt in uw beleidsbrief voor dit jaar aangekondigd dat u hiervoor een oplossing zou uitwerken in de zin van verdeling van de kinderbijslag tussen beide ouders, voor elk de helft bijvoorbeeld. U hebt toen gezegd dat er twee pistes worden overwogen. Enerzijds is er een minimale oplossing waarbij de ene ouder een afgeleid recht heeft van de andere ouder. Anderzijds is er een maximale oplossing waarbij beide ouders een eigen recht hebben op de helft van de kinderbijslag. Ik zou u vandaag willen vragen of er al een keuze is gemaakt tussen deze pistes. Wat is de precieze stand van zaken in het dossier?

03.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Les allocations familiales dues pour les enfants éduqués dans le régime de coparenté avec hébergement égalitaire sont payées soit à la mère par le fonds d'allocations familiales du père, soit au père si l'enfant est officiellement domicilié chez lui et qu'il le demande par écrit, soit sur un compte enfant sur lequel les deux parents ont procuration.

Dans ce dernier cas, les parents doivent conclure un accord. Malheureusement, ceci n'est pas toujours possible et souvent, alors, une procédure est menée devant le juge. La ministre devait proposer une solution pour le partage des allocations familiales. Dans le cas de la solution minimale, le premier parent jouirait d'un droit dérivé de l'autre parent. Dans le cas de la solution maximale, les deux parents auraient droit à la moitié des allocations familiales.

Un choix a-t-il déjà été opéré? Quel est l'état d'avancement de ce dossier?

03.02 Laurette Onkelinx, ministre: Monsieur le président, chère collègue, vous avez très bien expliqué les trois pistes possibles. Je les

03.02 Minister **Laurette Onkelinx**: U hebt de drie

ai déjà présentées au gouvernement. Elles ont des incidences budgétaires.

03.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Mais quid du partage?

03.04 Laurette Onkelinx, ministre: Les choix sont philosophiques, mais aussi budgétaires. Cette question sera donc à nouveau mise sur la table au moment de l'élaboration du budget.

Je pourrais vous donner des explications quant aux trois pistes, mais vous connaissez déjà bien ces dernières. Il n'est donc pas nécessaire que je le fasse.

Je répète que j'ai déjà présenté ces pistes au gouvernement, mais un accord n'a pu être trouvé parce que certaines pistes privilégiées, notamment par moi, ont un impact budgétaire. Dès lors, c'est au moment de l'élaboration du budget que l'on pourra privilégier l'une ou l'autre piste.

03.05 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Tot nu toe kan men de kinderbijslag niet verdelen, de helft aan de vader en de helft aan de moeder, tenzij er een akkoord is. Het is wettelijk niet mogelijk. Als men dat wettelijk regelt, dan heeft dat volgens mij niet echt een budgettaire impact. Het bedrag blijft hetzelfde. Het wordt gewoon voor de helft betaald aan de ene en voor de helft aan de andere, wat in sommige gevallen al een oplossing is. Ik ken procedures van ouders die kinderbijslag ontvangen en weigeren daarvan een deel door storten.

03.06 Laurette Onkelinx, ministre: Cela ne me pose pas problème! Le problème se pose quand vous avez une séparation et des couples recomposés avec enfant. Toute la question est celle du rang de l'enfant. Il s'agit pour moi d'une question très complexe. Part-on du principe de l'égalité?

Il faut tenir compte de nombreux critères mais cela reste difficile. Or, La Cour nous oblige à trancher. En cas de séparation, le partage sera fonction du rang de l'enfant. Or, cet enfant va aller dans une famille où d'autres enfants seront déjà présents. La situation est complexe.

03.07 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Mijn vraag betreft enkel het kleine aspect van het co-ouderschap, waarbij de kinderen evenveel bij de vader als bij de moeder verblijven, en de onmogelijkheid om de kinderbijslag voor de helft aan de vader en voor de helft aan de moeder uit te betalen. Kunt u dat eens bekijken? Kan dat niet vlugger opgelost worden?

mogelijke opties, die een weerslag hebben op de begroting, duidelijk uiteengezet.

03.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Maar hoe zit het met de verdeling?

03.04 Minister Laurette Onkelinx: De keuzes zijn niet alleen filosofisch, ze hebben ook een budgettaire impact. Ik heb die opties reeds aan de regering voorgesteld, maar er werd geen akkoord over bereikt. Deze aangelegenheid zal dus opnieuw aan bod komen tijdens de opmaak van de begroting.

03.05 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Il est actuellement impossible, d'un point de vue légal, de répartir les allocations familiales entre les parents. Le fait de régler cette question n'aurait à mon avis aucune incidence budgétaire. Le montant ne change pas, il est simplement réparti à parts égales.

03.06 Minister Laurette Onkelinx: Dat is geen probleem! Er is enkel een probleem in geval van een scheiding en voor nieuw samengestelde gezinnen met kind. Er moet met een hele reeks criteria worden gerekend. Het Hof verplicht ons echter een beslissing te nemen. In geval van een scheiding zal de verdeling afhangen van de rang van het kind in het nieuw samengestelde gezin met kinderen waarvan het voortaan deel uitmaakt.

03.07 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Je n'évoque que l'aspect de la coparenté, avec hébergement égalitaire des enfants chez le père et chez la mère. Il n'est alors pas possible de verser la moitié des allocations familiales à chaque parent. Ce problème ne pourrait-il être résolu plus rapidement?

03.08 Laurette Onkelinx, ministre: À la suite de son arrêt du 21 février 2008, la Cour constitutionnelle a donné un signal clair au législateur pour prévoir des dispositions spécifiques en faveur des familles recomposées, en ce qui concerne le groupement des enfants. Nous devons agir!

Sur la base des dispositions actuelles, le groupement des enfants pour la détermination du rang de l'enfant est opéré uniquement autour de l'allocataire. En cas de séparation, seul le parent qui est allocataire pour les enfants nés d'une précédente union et qui sont hébergés de manière égalitaire peut bénéficier d'un groupement avec les enfants qui sont nés dans le ménage qu'il a recomposé. L'autre parent, qui n'a pas la qualité d'allocataire à l'égard des enfants qui sont nés d'une précédente union mais qui se trouve dans une situation comparable, ne peut pas prétendre à un tel groupement.

Plusieurs options ont été examinées. La première, qualifiée de minimale, se limite à modifier l'article 42 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales, de sorte que le parent non allocataire soit, pour le groupement, considéré comme allocataire. Cette modification permet ainsi le groupement de l'enfant hébergé de manière égalitaire avec les enfants qui forment un groupe autour du partenaire de ce parent.

De tweede optie heeft een ruimere draagwijdte. Dat is de maximale optie. Inderdaad, elk van de gescheiden ouders zou effectief de hoedanigheid hebben van bijslagtrekkende, ten behoeve van het kind dat gelijkmatig wordt gehuisvest. Het kind zou dus ondergebracht worden bij elk van de hersamengestelde gezinnen. De kinderbijslag zou aan elk van de bijslagtrekkende ouders verschuldigd zijn, maar zou wel met de helft verminderd worden. Het gaat dus om de verdeling van de kinderbijslag.

Le comité de gestion de l'Office national des allocations familiales pour travailleurs salariés, le Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes et l'Institut pour l'égalité des hommes et des femmes m'ont communiqué leur avis sur les principes qui sous-tendent les deux options.

Le Comité de gestion de l'ONAFTS a émis son avis le 3 mars. Plusieurs remarques ont été formulées à l'égard de la deuxième

03.08 Minister Laurette Onkelinx: Het Grondwettelijk Hof heeft de wetgever een duidelijk signaal gegeven met betrekking tot de groepering van de kinderen in het kader van nieuw samengestelde gezinnen.

Op grond van de huidige bepalingen gebeurt, met het oog op de bepaling van de rang van het kind, de groepering van de kinderen uitsluitend rond de bijslagtrekkende. In geval van scheiding kan alleen de ouder die bijslagtrekkende is voor de kinderen die geboren zijn uit een vroegere relatie en die hij op gelijkmatige wijze huisvest, aanspraak maken op een groepering met de kinderen die geboren zijn in het nieuw samengestelde gezin. De andere ouder kan geen aanspraak maken op een dergelijke groepering.

Er werden verschillende denksporen onderzocht. Een eerste betreft de wijziging van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag, in die zin dat de niet bijslagtrekkende ouder voor de groepering als bijslagtrekkende ouder zou worden beschouwd. Zo zou het kind dat op gelijkmatige wijze wordt gehuisvest, kunnen worden gegroepeerd met de kinderen van de partner van die ouder.

L'option maximale, en vertu de laquelle les allocations familiales sont également réparties, a une portée plus large. Dans ce cas, chaque parent divorcé a la qualité d'allocataire pour l'enfant qui est l'objet d'un hébergement égalitaire.

Het beheerscomité van de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers, de Raad van de gelijke kansen voor mannen en vrouwen en het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen hebben me hun advies bezorgd over de principes die aan die twee

option, à savoir l'option maximale que vous rejoignez en quelque sorte. Il est notamment souligné que le principe du partage des allocations familiales expose le régime à de nouvelles contestations relatives au respect du principe d'égalité, qu'une réforme basée sur un tel principe aboutirait à une complexification notable du système de paiement des allocations familiales et que la capacité de ce système à absorber de nouvelles contraintes d'un tel ordre atteindrait ses limites.

En conclusion, le comité de l'ONAFTS maintient sa proposition du 4 mars au terme de laquelle chacun des parents est considéré comme un allocataire à l'égard de leurs enfants communs uniquement pour la détermination du rang de l'enfant né d'une nouvelle union. Il s'agit donc de l'option minimale.

Le Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes m'a également transmis un avis qui soulevait une troisième piste, à savoir la suppression des distinctions entre les montants d'allocation familiale selon le rang de l'enfant.

L'Institut pour l'égalité des hommes et des femmes m'a, quant à lui, fait savoir que l'option maximale risquait de renforcer la situation souvent précaire ou vulnérable dans laquelle se trouvent la plupart des femmes en cas de séparation.

Vous pouvez constater que l'on est ici confronté à des problèmes économiques, budgétaires, mais aussi philosophiques. D'aucuns m'ont dit que c'était soutenir l'explosion du nombre de divorces. La question est donc complexe.

Je vais voir ce qui est possible de faire dans un contexte budgétaire qui doit encore être examiné par le gouvernement d'ici fin septembre début octobre.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

*La réunion publique de commission est levée à 15.33 heures.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.33 uur.*

opties ten grondslag liggen.

Het comité van de RKW blijft bij zijn voorstel van 4 maart dat inhoudt dat elk van de ouders als bijslagtrekkende wordt beschouwd ten aanzien van hun gemeenschappelijke kinderen, uitsluitend ten einde de rang te bepalen van het kind dat uit een nieuwe relatie wordt geboren. Het gaat om de minimale optie.

De Raad van de gelijke kansen voor mannen en vrouwen oppert een derde mogelijkheid, namelijk de afschaffing van de verschillende kinderbijslag-bedragen op grond van de rang van het kind.

Het instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen is van oordeel dat de maximale optie de precare of kwetsbare situatie waarin de meeste vrouwen na een scheiding terechtkomen nog in de hand zou kunnen werken.

Het gaat dus om een ingewikkeld probleem, in het licht van een begrotingscontext die door de regering tegen eind september of begin oktober moet worden onderzocht.